

'MINISTERE DE LA SANTE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

Sous-Direction des Actions de  
Prévention et de Détection

DIVISION AP.1

PARIS, le 12 Juillet 1976

DGS/AP/1<sup>B</sup> - N° 935

LE MINISTRE DE LA SANTE

à

MESSIEURS les PREFETS de RÉGION

Inspection Régionale de la Santé

.MESSIEURS les PREFETS

Direction Départementale de  
l'Action Sanitaire et Sociale

Inspection Départementale  
de la Santé

OBJET : Aspects sanitaires des problèmes liés à  
une période prolongée de sécheresse

Au sein des groupes de travail inter-services, récemment constitués au niveau départemental(\*), pour étudier l'ensemble des problèmes liés aux risques de sécheresse, les Directions Départementales de l'Action Sanitaire et Sociale doivent porter plus particulièrement leur attention sur les aspects sanitaires pouvant résulter de cette situation.

I - EAUX DESTINEES A L'ALIMENTATION HUMAINE .-

Durant la période de. sécheresse, le contrôle sanitaire de l'eau destinée à l'alimentation humaine doit être renforcé, de manière à protéger la santé des consommateurs quels que soient les modes de distribution de l'eau.

Il est donc nécessaire que vous réexaminiez votre programme de contrôle de la qualité des eaux pour tenir compte :

- de l'évolution possible de la qualité des ressources superficielles utilisées pour la traduction d'eau destinée à l'alimentation ;

- des modifications pouvant être apportées aux systèmes existants de traitement et de distribution ;

- des installations temporaires de distribution.

---

(\*) Circulaire du 10 juin 1975 de M. le Ministre de la Qualité de la Vie  
- Secrétariat d'État à l'Environnement

### I.1 – Alimentation publique en eau des populations par les installations existantes

De nombreuses collectivités sont alimentées en eau à partir de ressources superficielles dont la qualité risque de se dégrader du fait de la diminution des débits et de l'augmentation corrélative des concentrations de polluants.

Vous suivrez attentivement l'évolution de la qualité de telles ressources afin que soit adapté, si nécessaire, le traitement des eaux distribuées.

Par ailleurs, il pourra s'avérer indispensable, dans certaines agglomérations, d'interrompre la distribution d'eau à divers moment de la journée. De telles coupures peuvent créer des dépressions dans le réseau, qui sont à l'origine de détérioration de la qualité de l'eau.

### I.2 – Alimentation publique en eau des populations au moyen d'installations modifiées ou nouvelles

Afin d'assurer l'alimentation en eau des populations, les Collectivités départementales ou communales pourront être amenées à prendre des dispositions nouvelles plus ou moins importantes pour lesquelles des prescriptions sanitaires doivent être respectées.

Les solutions adoptées pourront être variées, les indications détaillées ci-après correspondent aux cas rencontrés le plus fréquemment.

#### a) Modifications des réseaux existants – Interconnexion.-

Vous vous assurerez que les règles habituelles, définies en particulier dans la circulaire du 15 mars 1962 relative aux instructions générales concernant les eaux d'alimentation et la glace alimentaire, sont respectées, en ce qui concerne notamment les conditions d'installation des canalisations nouvelles et leur désinfection.

#### b) Utilisation temporaire de ressources d'appoint par une Collectivité .

L'utilisation de nouvelles ressources pour alimenter une collectivité doit être précédée d'une enquête rapide sur le terrain afin d'apprécier les principaux risques de pollution qui devront être étroitement surveillés.

Pour de nombreux cas, l'analyse complète de type I ne sera pas nécessaire. Toutefois, des analyses bactériologiques comprenant au moins la recherche des coliformes totaux et des coliformes fécaux doivent être entreprises.

Dans le cas où la présence de substances particulières est soupçonnée dans l'eau, la recherche analytique de ces matières doit être faite. .../...

Dans la majorité des cas, un traitement physico-chimique de l'eau s'avèrera nécessaire. Il sera souhaitable d'utiliser au maximum les possibilités offertes par les installations existantes avant de mettre en place des chaînes de traitement provisoires.

La protection de ce type de ressources restant toujours aléatoire, une désinfection minimale de l'eau doit être réalisée.

c) Mise à disposition d'eau destinée à l'alimentation par des moyens temporaires .-

Il se peut que, pour assurer une alimentation en eau des populations, il soit nécessaire de recourir à des systèmes de transport autres que les canalisations du réseau existant :

- MISE EN PLACE DE CANALISATIONS DE SECOURS .-

Il faut s'assurer que les canalisations sont étanches et qu'aucune pollution ne peut pénétrer à l'intérieur. Un rinçage et une désinfection préalables du réseau doivent être effectués ainsi que la désinfection systématique des eaux transportées.

- UTILISATION DE CITERNES MOBILES .-

Les citernes utilisées ne doivent pas, au préalable, avoir contenu de liquides non alimentaires. Elles doivent être réalisées en matériaux dont le contact avec les denrées alimentaires est autorisé (\*).

Pour les eaux distribuées par citernes mobiles ou réseau temporaires, un contrôle rapide sur le terrain de la teneur résiduelle en désinfectant donne une indication importante sur la qualité de l'eau.

.../...

---

(\*) Brochure 1227 de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité - Recueil de textes concernant les matériaux au contact des aliments et denrées destinés à l'alimentation humaine.

### I.3 - Utilisation directe de ressources par les particuliers .-

- a) Si des restrictions de quantité d'eau distribuée par les Collectivités doivent être réalisées, il est à craindre que des particuliers essayent de s'alimenter auprès de points d'eau ponctuels (sources, fontaines, puits . . .) qui ne sont pas surveillés sur le plan sanitaire.

Il convient de rappeler au public que, a priori, toute eau non surveillée doit être considérée comme non potable.

Si certains points d'eau ont été reconnus non potables, vous vérifierez que les pancartes l'indiquant sont bien en place et que, si nécessaire, leur accès reste condamné.

- b) De plus, des personnes désireront, dans certains cas, réutiliser des puits privés pour alimenter une petite collectivité (hôtel, restaurant, camping...). Il convient que vous leur rappeliez :
- les articles du Code de la Santé et les textes pris pour leur application, qui obligent quiconque offre de l'eau en vue de l'alimentation humaine à s'assurer que l'eau est propre à la consommation,
  - les risques sanitaires qui peuvent en résulter, soit directement pour eux-mêmes - l'eau du puits ayant pu être souillée par des pollutions -, soit pour la collectivité, des intercommunications peuvent s'établir entre le réseau privé contenant l'eau issue d'un puits pollué et le réseau public.

### II - EAUX DE LOISIRS.-

La qualité des eaux de loisirs peut être affectée par la sécheresse. En particulier, la diminution de débit de certains cours d'eau risque de conduire à une augmentation de la concentration en polluant. La qualité des eaux de baignade doit donc être particulièrement surveillée.

De même, la fréquentation des piscines étant très importante pendant cette période, le renouvellement journalier de la tranche d'eau superficielle est indispensable, ainsi que la désinfection constante des eaux.

Si les contrôles sanitaires révèlent que quelles que soient les mesures prises, les normes de qualité des eaux de baignades ou de piscines ne peuvent être respectées, il sera demandé au Maire concerné de bien vouloir fermer l'établissement en application de l'article 97 du Code de l'Administration Communale.

### III - EAUX USEES

Etant donné les risques de pollution que peut présenter l'évacuation des eaux résiduaires sur la qualité des eaux de surface souvent réutilisées (production d'eaux destinées à l'alimentation, eaux de loisirs), une attention toute particulière sera portée à leur traitement et à leur rejet.

Pour qu'une action efficace des Services puisse être menée durant la période de sécheresse, il est nécessaire que chaque responsable connaisse l'ensemble des informations disponibles.

C'est ainsi qu'il vous appartiendra de communiquer aux représentants locaux des autres départements ministériels les résultats des contrôles sanitaires auxquels vous aurez procédé.

Pour ce qui concerne votre propre information, je vous rappelle que l'article 10 de l'arrêté du 10 août 1961 relatif à l'application de l'article L.25-1 du Code de la Santé Publique définit les conditions dans lesquelles vous-même devez être informés.

Compte tenu de l'intérêt qui s'attache à une connaissance aussi bonne que possible des impacts pathologiques, directs ou indirects, de la sécheresse, il serait intéressant que vous recueilliez, notamment auprès des chefs de services hospitaliers, tous renseignements dans ce domaine.

En bref, j'insiste sur l'obligation de renforcer les contrôles dans la mesure où, pour ce faire, vous seriez conduits à recruter temporairement du personnel, en particulier pour effectuer certaines surveillances ou des prélèvements, les dépenses consécutives pourront être imputées sur les dépenses obligatoires de protection de la santé publique.

Je vous demande de me faire connaître, sous le présent timbre, les difficultés que vous rencontrerez au cours de cet été vis-à-vis des problèmes évoqués ci-dessus.

Simone VEIL

## A N N E X E

### DÉSINFECTION

A plusieurs reprises, la nécessité d'une désinfection a été évoquée dans La circulaire. Vous trouverez ci-dessous quelques indications sur la manière de procéder.

Je vous rappelle que la circulaire du 15 mars 1952, relative aux instructions générales concernant les eaux d'alimentation et la glace alimentaire, décrit en détail la technique de désinfection des canalisations.

#### DESINFECTION DE CITERNES MOBILES .-

L'eau contenue dans les citernes doit être désinfectée par exemple avant chaque remplissage par 10 litres d'eau additionnés L'une dose d'eau de javel comprise entre 30 ml et 100 ml d'eau de javel du commerce à 12° chlorométrique par m3 de capacité de la citerne selon l'origine de l'eau et la désinfection qui a pu être effectuée préalablement.

Ur: litre d'eau de javel à 12° chlorométrique est obtenu à partir d'un berlingot d'eau de javel concentré vendu dans le commerce et dilué.

#### DESINFECTION DES PUIITS.-

S'il s'avère nécessaire de recourir à l'utilisation des puits privés pour l'alimentation, le mode de désinfection suivant, simple et efficace, peut être pratiqué :

- . un verre d'eau de javel à 12° est versé dans un seau de 10 litres de capacité ;
- . le seau contenant le verre d'eau de javel et rempli d'eau ;
- . le tout est versé le soir au coucher dans le puits ;
- . l'eau du puits n'est utilisée que le lendemain matin.

La même opération sera répétée chaque semaine.

Si l'ouvrage ne peut être désinfecté lui-même, l'opération devra être effectuée dans les récipients.

Par litre d'eau, ajouter une goutte d'eau de javel du commerce à 12° diluée au 1/2.

Attendre 1/2 heure avant de consommer en supprimant éventuellement l'excès de chlore soit par passage sur charbon actif (base du procédé carbo-chlore), soit en ajoutant quelques cristaux d'hyposulfite.